

*Recherches et sauvetage*

bout de 30 minutes ou dès qu'elles peuvent établir la position probable du bateau.

Une autre chose dont nous pourrions nous inspirer c'est des exercices de simulation que font les Américains. Pour l'accident du *Lee Wang Zin* on était dans le cirage total. On ignorait si le bateau avait été perforé, troué ou grignoté par les rats comme on a fini par l'établir. Nous pourrions tirer une leçon de ces erreurs et en faire notre profit.

Je n'ai pas pu participer à des exercices d'observation aux États-Unis, mais je sais que les Américains ont des programmes de simulation. Ils simulent un accident et font intervenir la garde-côtière, la marine, l'aviation et les autres experts. Ils examinent la situation sur un écran de télévision en circuit fermé et critiquent la façon dont le programme de sauvetage s'est déroulé puis suggèrent des moyens d'améliorer les méthodes d'intervention. Cela permet de mettre sur pied un dispositif très efficace.

Dans le sud-est de l'Alaska et la côte sud de Colombie-Britannique, surtout dans la région de Victoria et dans le sud-ouest de l'île de Vancouver, on a d'excellentes chances d'être sauvé par un hélicoptère américain si on est en difficulté, mais les chances ne sont pas si bonnes si on doit être sauvé par un hélicoptère canadien qui ne sera pourtant pas stationné beaucoup plus loin.

Je voudrais nuancer ces propos. J'ai personnellement connaissance d'événements et d'incidents impliquant des membres de l'escadron 442 posté à Comox. Même la garde côtière américaine reconnaît que les Canadiens sont capables d'un plus grand nombre de manœuvres. Par exemple, si un homme est à l'eau, aucun des membres de l'équipage d'un hélicoptère de la garde côtière américaine ne plongera à sa rescousse. Cet homme doit réussir à se suspendre lui-même au crochet ou alors il se trouve dans de jolis draps. On lui enverra peut-être un plongeur de la marine. Les membres de l'escadron 442 ont reçu un entraînement hors pair et leurs accomplissements jusqu'ici ont été excellents.

L'insuffisance du matériel nous cause de grands ennuis. Les ressources affectées au programme sont insuffisantes. Par conséquent, le travail ne peut être effectué. Au fond, il s'agit de difficultés suscitées par le gouvernement au sujet de la répartition des hélicoptères, de la réponse aux appels de secours et de la façon dont il traite les volontaires. Il nous faut investir dans cette ressource fort précieuse, c'est-à-dire les gens qui offrent leurs services par dévouement.

La troisième priorité consiste à coordonner les ressources gouvernementales. Le gouvernement fédéral a posté 14 hélicoptères le long de la côte de la Colombie-Britannique. A certaines occasions, il nous a été impossible d'envoyer un d'entre eux à la recherche d'un naufragé. Même si nous réussissons à en faire décoller un, bien souvent, il n'arrive pas à temps sur la scène du drame.

Par un beau soir de septembre 1979, deux personnes se trouvaient à bord d'un bateau de pêche au large de la pointe nord des îles Reine-Charlotte, non loin de Prince-Rupert. La lune brillait de tout son éclat et les eaux étaient calmes. L'une de ces deux personnes est tombée à l'eau au moment où elle cherchait à effectuer une réparation à l'une des parois du bateau. Le compagnon de ce naufragé a communiqué par radio avec la terre ferme, puis ce fut tout. On ne lui a jamais envoyé d'hélicoptère et, par conséquent, on n'a jamais réussi à

trouver le noyé. A cette occasion, par un temps magnifique, les hélicoptères n'ont pas été en mesure de répondre à ce signal de détresse.

Le gouvernement fédéral dispose de 14 hélicoptères et de quelques 200 navires sur la côte ouest de la Colombie-Britannique et, pourtant, nous ne faisons pas un usage efficace de ces ressources. Je ne tiens pas à m'attarder plus longuement sur l'incident de l'hélicoptère de la garde côtière canadienne à Prince-Rupert, mais l'appareil est excellent et, à mon avis, il y aurait lieu de le transformer immédiatement en appareil destiné à assurer les services de recherches et de sauvetage. Il faudrait le détacher auprès des Forces armées canadiennes et l'utiliser dans les services de la garde côtière sauf en cas d'urgence où il assurerait le service de recherches et de sauvetage avec, à son bord, un équipage parfaitement bien entraîné pour trouver et sauver les personnes en détresse.

J'ai encore quelques remarques à faire avant de terminer. Un grand nombre de gens en Colombie-Britannique ont tendance à adopter une attitude très négative à l'égard de ces installations en raison de leur manque de coordination, du mauvais emploi des moyens mis à leur disposition et de leur inaptitude à intervenir à bref délai. Je pense que cette attitude est due à ce genre de petits détails.

Il y a deux semaines, nous avons reçu un appel des personnes chargées de venir en aide au service de secours de la Colombie-Britannique en cas de catastrophes comme les inondations. Les membres de ce groupe d'urgence provincial n'ont jamais pu atteindre certains secteurs de ma circonscription. Ils ont téléphoné aux forces armées canadiennes en demandant si l'on pouvait leur fournir un hélicoptère car ils ne savaient pas ce qu'étaient devenus les habitants de ce secteur. Toutes les communications étaient interrompues mais ils savaient qu'il y avait des inondations sans précédent. La première chose que les responsables de l'Aviation leur ont demandé a été: «Qui va payer?» Voilà le premier mot formulé par la personne qui a répondu au téléphone: «Êtes-vous autorisé à payer ce service?» C'est moi, c'est vous et ce sont tous les Canadiens qui paient cet hélicoptère. Nous le payons pour qu'il soit en mesure d'intervenir immédiatement en cas d'urgence. La première chose à faire aurait été de faire décoller l'hélicoptère immédiatement, de l'envoyer dans le secteur sinistré et de réfléchir après au virement des fonds.

Quelle est l'attitude des habitants de Colombie-Britannique à l'égard des moyens de sauvetage du gouvernement fédéral et des services offerts? Lorsque la première question qu'on vous pose est de cet ordre, on ne peut pas avoir une très bonne opinion, surtout si l'on a vu un certain nombre de personnes se noyer alors que cette tragédie aurait pu être évitée.

Voilà deux ans que je me bats dans ce domaine. J'ai rédigé deux rapports et un document de travail de base. J'ai également réalisé une étude sur les hélicoptères et le coût de leur mise en service, là encore aux fins de discussion. Avec le temps, je pense que l'attitude du gouvernement a changé. L'ex-ministre Otto Lang était d'avis que les services de sauvetage en mer sont des services bénévoles offerts depuis des siècles par les autres navires. Sur ce point, il y a eu un changement. Le gouvernement a entrepris un programme d'amélioration des hélicoptères. Il s'est engagé à acheter un navire de 170 pieds et à avoir dans la région une base dotée d'un certain nombre de navires de 21 mètres. Le gouvernement